



ABANDON DU PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES EN GRÈVE DÈS LE 19 JANVIER !

La première Ministre a annoncé ce 10 janvier 2023 le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, avec une accélération de l'augmentation de la durée de cotisation à 43 années et la fin de la plupart des régimes spéciaux.

Cette réforme va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleuses et travailleurs et plus particulièrement celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, les plus précaires, dont l'espérance de vie est inférieure au reste de la population, et celles et ceux dont la pénibilité des métiers n'est pas reconnue. Elle va aggraver la précarité de celles et ceux n'étant déjà plus en emploi avant leur retraite et renforcer les inégalités femmes-hommes.

Dans l'éducation, les conditions de travail ne cessent de se dégrader, tout comme le niveau de vie des enseignant-es. Manque de personnels, empilement des tâches imposées, inutiles et chronophages, refus de temps partiels, de disponibilités et de mutations, pressions et répression hiérarchiques. À cela s'ajoute la suppression de 155 postes d'enseignant-es annoncée à Paris pour la prochaine rentrée, qui présage de nombreuses fermetures de classes. On nous demande en plus de travailler plus longtemps. Pour nos organisations syndicales, c'est inacceptable !

Le système de retraites par répartition n'est pas en danger, rien ne justifie cette réforme ! Cette idéologie libérale du travailler plus et plus longtemps doit être combattue avec force.

D'autres choix doivent être faits pour une meilleure répartition des richesses et permettre l'abaissement de l'âge de départ à la retraite, l'augmentation des salaires et des pensions ainsi que des services publics de qualité.

Nos organisations syndicales exigent donc l'abandon de ce projet de réforme.

En 2019, les écoles ont montré leur détermination à défendre notre système social en se mobilisant massivement dès le 5 décembre, en participant aux AG de grève et aux diverses actions collectives. Ces luttes ont été victorieuses et ont permis l'abandon du projet gouvernemental de retraites par points.

En 2023, montrons au gouvernement que notre détermination est intacte !

Les organisations syndicales parisiennes SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SUD éducation, SE-UNSA, CGT-Educ'Action et CNT-STE appellent l'ensemble des personnels à se réunir, à participer massivement aux AG et à se mettre en grève et manifester dès le 19 janvier.

Faisons de cette journée le point de départ d'une puissante mobilisation qui s'inscrira dans la durée pour la défense de nos retraites, l'augmentation de nos salaires, l'amélioration de nos conditions de travail et de nos services publics.